



Votre voix **compte**

INTIMIDATION • CONSULTATION PUBLIQUE

**Résumé des consultations publiques
pour prévenir et contrer l'intimidation
et la cyberintimidation**

RÉDACTION
Ministère de la Famille

COORDINATION
Direction adjointe – Lutte contre l’intimidation et mandats spéciaux
Direction de la planification et des stratégies – Familles et enfance

CONCEPTION ET MISE EN PAGES
Direction des communications
Ministère de la Famille

ISBN : 978-2-550-86439-4 (PDF)
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
© Gouvernement du Québec, 2020

Table des matières

Brève présentation des consultations publiques	5
Contexte	7
Consultation en ligne	7
Tournée de consultation régionale	8
Journée de consultation des organismes nationaux partenaires	11
Journée de réflexion avec les organisations autochtones	13
Annexe 1 – Écoles secondaires visitées	15
Annexe 2 – Organismes ayant participé à la tournée de consultation régionale	16
Annexe 3 – Participants et participantes à la journée de consultation des organismes nationaux partenaires	20
Annexe 4 – Participants et participantes à la journée de réflexion avec les organisations autochtones	23

Brève présentation des consultations publiques

Consultation en ligne

- Date de tenue : du 1^{er} au 29 octobre 2019.
- Nombre de répondants et répondantes : 3 120, majoritairement de sexe féminin, soit :
 - 40 jeunes de 12 à 16 ans (1 %);
 - 129 jeunes de 17 à 24 ans (4 %);
 - 2 951 adultes de 25 ans et plus (95 %).

Tournée de consultation régionale

- Date de tenue : du 1^{er} octobre au 2 décembre 2019.
- Régions visitées (villes) :
 - Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda);
 - Outaouais (Gatineau);
 - Saguenay-Lac-Saint-Jean (Saguenay);
 - Côte-Nord (Baie-Comeau);
 - Bas-Saint-Laurent (Rimouski);
 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Gaspé);
 - Capitale-Nationale (Québec);
 - Montréal (Montréal);
 - Lanaudière (Joliette);
 - Chaudière-Appalaches (Saint-Charles-de-Bellechasse);
 - Estrie (Sherbrooke).
- Consultation de jeunes : présentation de la pièce de théâtre *Top Net!* à 970 jeunes dans 10 écoles secondaires et échanges avec 730 jeunes après la pièce.
- Consultation d'organismes : 94 organismes rencontrés.

Sphère d'activité des organismes	Nombre
Applications mobiles (informatique)	2
Corps policiers	2
Diversité ethnoculturelle	2
Diversité sexuelle et de genre	8
Droits de la personne	1
Emploi	9
Femmes	1
Jeunes	21
Justice réparatrice	2
Milieu municipal	1
Milieu scolaire	13
Milieu sportif	1
Personnes âgées	9
Personnes handicapées	10
Santé	1
Suicide	1
Violence	8
Autres catégories	2

Journée de consultation des organismes nationaux partenaires

- Date de tenue : le 22 octobre 2019.
- Nombre d'organismes rencontrés : 46.

Sphère d'activité des organismes	Nombre
Corps policiers	1
Cyberintimidation (prévention et intervention)	1
Diversité sexuelle et de genre	6
Droits de la personne	1
Famille	1
Intimidation (prévention et intervention)	2
Jeunes	3
Justice	2
Milieu scolaire	7
Milieu sportif	2
Personnes âgées	4
Personnes handicapées	3
Ordres professionnels	2
Santé (incluant la santé mentale)	3
Suicide	1
Syndicats	2
Violence	4
Autre catégorie	1

Journée de réflexion avec les organisations autochtones

- Date de tenue : le 11 février 2020.
- Nombre d'organisations rencontrées : 20.

Sphère d'activité des organisations	Nombre
Corps policiers	2
Milieus scolaire et éducatif	4
Organisations femmes	4
Organisations jeunes	1
Organisations multiservices	3
Organisations politiques	2
Santé et services sociaux	4

Contexte

Le civisme, les comportements respectueux et les relations saines sont à la base du bien-vivre ensemble de notre société. Dans ce contexte, afin de poursuivre les efforts qu'il a consentis pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation (intimidation en ligne), le gouvernement du Québec a mené, du 1^{er} octobre 2019 au 11 février 2020, une vaste consultation publique comprenant une consultation en ligne, une tournée de consultation régionale, une journée de consultation des organismes nationaux partenaires et une journée de réflexion avec les organisations autochtones.

Par ces consultations publiques, le gouvernement avait comme objectifs de :

- cibler des initiatives à mettre en œuvre à court et à moyen terme pour mieux prévenir l'intimidation et la cyberintimidation;
- explorer des pistes d'amélioration des interventions menées auprès des personnes posant des actes d'intimidation ou de cyberintimidation, des témoins de tels actes et des victimes;
- poursuivre la mobilisation des différents milieux pour créer une société bienveillante et ouverte aux différences.

Ce document présente les principaux constats tirés de l'ensemble des consultations.

Consultation en ligne

La consultation en ligne s'est tenue du 1^{er} au 29 octobre 2019 auprès des jeunes de 12 à 16 ans, des jeunes de 17 à 24 ans et des adultes de 25 ans et plus.

Au total, 3 120 personnes ont rempli les questionnaires en ligne, soit :

- 40 jeunes de 12 à 16 ans;
- 129 jeunes de 17 à 24 ans;
- 2 951 adultes de 25 ans et plus.

La majorité des jeunes et des adultes étaient de sexe féminin (de 60 à 72 % des répondants et répondantes).

La moitié des répondants et répondantes âgés de 17 à 24 ans (51 %) étaient au collégial ou étudiaient à l'université, alors que la très grande majorité des répondants et répondantes de 25 ans et plus (89 %) détenaient un diplôme de niveau collégial ou universitaire.

Parmi les adultes qui ont participé à la consultation, la plupart (68 %) l'ont fait comme citoyen ou citoyenne, et le quart l'a fait dans le cadre de son travail, celui-ci s'inscrivant principalement dans le secteur public ou parapublic.

Les jeunes et les adultes qui ont participé à la consultation l'ont fait pour diverses raisons. Les jeunes l'ont principalement fait parce qu'ils et elles avaient été ou étaient victimes d'intimidation ou de cyberintimidation, alors que les adultes étaient pour la plupart préoccupés par le sujet.

Consultation des jeunes

En général, les jeunes savent différencier les situations d'intimidation ou de cyberintimidation des situations qui ne sont pas de l'intimidation ou de la cyberintimidation.

Pour sensibiliser les jeunes à l'importance de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation, les jeunes privilégient les trois moyens suivants :

- créer une application mobile regroupant de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation et permettant de contacter un intervenant ou une intervenante pour obtenir de l'aide;
- inviter une personnalité connue qui a vécu de l'intimidation ou de la cyberintimidation à venir témoigner de son expérience;
- placer des affiches dans l'école pour sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation (jeunes de 12 à 16 ans) ou créer et diffuser des capsules vidéo pour sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation (jeunes de 17 à 24 ans).

Lorsqu'ils sont confrontés à une situation d'intimidation ou de cyberintimidation, les jeunes choisissent d'intervenir (de 86 % à 97 %), principalement en offrant leur soutien à la victime ou en parlant de la situation à une personne adulte ou à une personne en autorité.

Les jeunes participent à la création d'un climat inclusif dans leur milieu de façon quotidienne, entre autres en acceptant et en respectant la diversité sexuelle des personnes qui les entourent de même qu'en respectant leurs coéquipiers et coéquipières lors d'une activité sportive ou un travail d'équipe.

Pour les jeunes, plusieurs raisons expliquent les actes d'intimidation et de cyberintimidation, dont le manque de confiance en soi, le fait d'avoir déjà été victime de tels actes et le fait de ne pas avoir conscience de la nature des actes posés.

Selon les jeunes, l'école est le premier lieu où les actes d'intimidation sont posés, alors que les réseaux sociaux sont le principal lieu où sont posés les actes de cyberintimidation. Pour les jeunes de 17 à 24 ans, les milieux de travail viennent en deuxième pour les actes d'intimidation.

Selon les jeunes de 17 à 24 ans, la sensibilisation et l'éducation à l'intervention, de même que la création d'outils permettant la dénonciation anonyme, sont des moyens à mettre en œuvre pour aider les témoins d'actes d'intimidation et de cyberintimidation à intervenir.

La dénonciation fait aussi partie des solutions proposées par les jeunes des deux groupes d'âge pour mettre fin à l'intimidation et à la cyberintimidation. La tenue d'activités de sensibilisation et de prévention de même que l'application de sanctions pour les personnes posant des actes d'intimidation ou de cyberintimidation sont aussi suggérées par les jeunes.

Consultation des adultes

La presque totalité des adultes affirme que la cyberintimidation est un problème dont il faut s'occuper au Québec.

La majorité des adultes reconnaissent avoir un rôle important à jouer, comme citoyen ou citoyenne, pour faire cesser l'intimidation et la cyberintimidation. Dénoncer les situations d'intimidation et de cyberintimidation, ne pas banaliser ces situations, apprendre à mieux agir dès les premières manifestations d'intimidation ou de cyberintimidation ainsi qu'adopter des attitudes d'ouverture à la différence sont pour eux les meilleures façons de le faire.

La majorité des adultes manquent d'information sur la façon dont les personnes posant des actes d'intimidation ou de cyberintimidation, les témoins de tels actes et les victimes peuvent obtenir des services d'aide. Les adultes manquent aussi d'information sur les conséquences légales possibles pour les adultes ou les personnes mineures qui posent des actes d'intimidation ou de cyberintimidation.

La presque totalité des adultes croit que la population devrait être davantage sensibilisée à l'utilisation responsable et respectueuse des médias sociaux ainsi qu'aux différentes formes de cyberintimidation et à leurs conséquences. Selon les adultes, plusieurs personnes sous-estiment les conséquences que peuvent avoir leur propos ou leurs actes dans les médias sociaux. Les adultes sont aussi d'avis qu'il faut créer davantage d'outils d'intervention pour contrer efficacement les situations de cyberintimidation.

Les adultes connaissent peu les interventions gouvernementales en matière de lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Selon les adultes, les actions à mener en priorité au Québec pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation sont les suivantes :

- informer la population sur les façons d'agir en cas d'intimidation ou de cyberintimidation;
- améliorer les mécanismes de dénonciation des situations d'intimidation ou de cyberintimidation;
- accentuer l'intervention menée auprès des différents milieux de vie afin qu'ils mettent en œuvre des mesures concrètes de prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation.

Tournée de consultation régionale

La tournée de consultation régionale s'est tenue du 1^{er} octobre au 2 décembre 2019. Lors de cette tournée, 970 élèves de 10 écoles secondaires ont eu l'occasion d'assister à la pièce de théâtre *Top Net!*, une pièce abordant la problématique de la cyberintimidation (annexe 1). De la présentation de cette pièce ont découlé des échanges stimulants au sujet de l'intimidation et de la cyberintimidation avec 730 jeunes.

Lors de la tournée de consultation régionale, plus de 90 organismes (annexe 2) ont aussi été rencontrés. Les rencontres avec les organismes, d'une durée approximative de 2 h 30 chacune, ont donné lieu à des échanges sur les trois thèmes suivants :

- promouvoir le respect, la bienveillance et la citoyenneté numérique en vue de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation;
- détecter et intervenir pour rendre les milieux sécuritaires et inclusifs;
- soutenir les actions et améliorer les connaissances.

Consultation des jeunes

Selon les 730 jeunes qui ont participé aux échanges après la pièce, il importe de mener les actions suivantes :

- intervenir sur le rôle de la famille dans l'apprentissage du respect des différences;
- outiller les pères et les mères afin qu'ils sachent comment intervenir si leurs enfants sont victimes d'intimidation ou de cyberintimidation;
- outiller les pères et les mères afin qu'ils puissent conseiller leurs enfants sur l'utilisation responsable et respectueuse des réseaux sociaux;
- offrir, à l'école, la possibilité aux jeunes de se confier à l'intervenant ou l'intervenante de leur choix;
- apprendre aux jeunes à gérer leurs émotions;
- enseigner, à l'école, l'utilisation éthique des technologies de l'information et des médias sociaux;
- mettre en place des modérateurs et modératrices sur les réseaux sociaux;
- faire prendre conscience aux jeunes des conséquences de la cyberintimidation, plus précisément des conséquences légales du sextage;
- démontrer les conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation sur les victimes;
- éviter les discours moralisateurs;
- joindre les jeunes par les réseaux sociaux, mais aussi par des témoignages réels et des témoignages en direct;
- mettre en place une brigade anti-intimidation, à l'exemple de certaines écoles;
- outiller les jeunes pour qu'ils et elles deviennent des témoins qui agissent face à des situations d'intimidation ou de cyberintimidation;
- assurer le caractère confidentiel des signalements, notamment dans les milieux ruraux;
- intervenir à la fois auprès des personnes qui posent des actes d'intimidation ou de cyberintimidation, des témoins de tels actes et des victimes.

Consultation des organismes

Concernant le thème de la promotion du respect, de la bienveillance et de la citoyenneté numérique en vue de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation, les actions privilégiées par les organismes rencontrés sont les suivantes :

- Sensibiliser les jeunes aux conséquences d'une utilisation inadéquate des médias sociaux par des moyens technologiques, tels qu'une capsule ou une image Web.
- Adapter les messages publicitaires et les moyens de communication utilisés selon les différentes clientèles (jeunes [sensibilisation-choc ou humour], adultes et personnes âgées) ainsi qu'assurer une diffusion fréquente de ceux-ci.
- Sensibiliser les pères et les mères pour qu'ils soient des modèles pour leurs enfants, tant par rapport à l'utilisation des médias sociaux que par rapport à l'ouverture aux autres et à la bienveillance.
- Enseigner, dès le plus jeune âge, les apprentissages socioémotionnels : ouverture à la différence, gestion de la colère, empathie, confiance en soi, respect (ex. : enseigner qu'il ne faut pas banaliser l'utilisation de certains mots, tels que *bitch* et *salope*).
- Enseigner aux personnes qui utilisent les téléphones intelligents et les médias sociaux comment les utiliser de façon responsable (ex. : paramètres de sécurité).
- Informer davantage les personnes âgées sur la cyberintimidation.
- S'assurer d'une compréhension commune des caractéristiques de l'intimidation et de la cyberintimidation pour éviter la confusion avec d'autres types de violence tels que la discrimination et la maltraitance.
- Sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation par des moyens interactifs.
- Continuer à sensibiliser les jeunes à la diversité sexuelle et de genre en invitant des personnes LGBTQ2S+ à discuter sur le sujet en classe.

Concernant le thème de la détection de l'intimidation et de la cyberintimidation ainsi que de l'intervention pour rendre les milieux sécuritaires et inclusifs, les actions privilégiées par les organismes sont les suivantes :

- Veiller à intervenir auprès des personnes qui posent des actes d'intimidation ou de cyberintimidation, des témoins de tels actes et des victimes.
- Faire prendre conscience aux témoins de leur rôle dans la résolution de problèmes inhérents à l'intimidation ou à la cyberintimidation et les outiller à cet effet.
- Outiller les pères et les mères afin qu'ils sachent comment intervenir si leurs enfants sont victimes d'intimidation ou de cyberintimidation.
- Mettre en place des modérateurs et modératrices sur les réseaux sociaux.
- Travailler auprès de la personne qui pose un acte d'intimidation ou de cyberintimidation afin de mieux comprendre son profil et de l'aider à entretenir des relations respectueuses.
- Offrir la possibilité aux élèves de consulter l'intervenant ou l'intervenante de leur choix en cas de situation d'intimidation ou de cyberintimidation, étant donné que les affinités jouent un rôle sur le sentiment de confiance nécessaire à des dénonciations.
- Sensibiliser les entreprises qui conçoivent des applications mobiles aux possibilités d'utilisation de leurs applications en tout anonymat.
- Créer, en collaboration avec une entreprise partenaire majeure, une application mobile permettant de signaler les comportements inadéquats.
- Intervenir lorsque les jeunes utilisent un langage vulgaire (ex. : *salope, bitch*).
- Prendre en compte les besoins des établissements scolaires en lien avec la diversité sexuelle et de genre (ex. : mettre en place des locaux inclusifs dans les écoles).
- Obliger les diverses organisations à adopter un code de vie.

Concernant le thème du soutien des actions et de l'amélioration des connaissances, les actions privilégiées par les organismes sont les suivantes :

- Soutien des actions :
 - S'assurer que les projets financés par le gouvernement s'inscrivent dans une démarche récurrente.
 - S'assurer que le gouvernement tient compte, dans le cadre du financement des projets, des disparités régionales, notamment des problématiques de recrutement et du grand territoire à couvrir, et que, entre autres, les sommes autorisées en déplacement et honoraires sont ajustées en conséquence.
 - Soutenir financièrement la mission globale des organismes.
 - Favoriser la pérennité des organismes par un financement interministériel.
 - Créer un outil d'aide à la décision pour les signalements en matière d'intimidation et de cyberintimidation.
- Amélioration des connaissances :
 - Faire connaître davantage les outils existants par la mise en place d'un répertoire ou d'un portail unique.
 - Diffuser annuellement les données de recherche sur les phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation, celles-ci évoluant rapidement, et voir à en rendre possible une analyse différenciée selon les sexes.
 - Étudier le phénomène d'euphorisation et le sentiment de surpuissance qui surviennent lorsqu'une personne obtient un nombre important de mentions J'aime sur ses publications.
 - Soutenir financièrement la recherche-action, une technique de recherche qui combine la théorie et la mise en pratique afin de résoudre un problème tout en développant des connaissances générales sur le sujet.
 - Former les intervenants et intervenantes à l'utilisation des technologies de l'information et des médias sociaux.

Journée de consultation des organismes nationaux partenaires

La journée de consultation des organismes nationaux partenaires s'est tenue à Québec le 22 octobre 2019. À cette journée de consultation ont participé plus de 45 représentants et représentantes d'organismes de divers milieux (annexe 3). La consultation s'est déroulée sous forme d'ateliers de travail sur les trois thèmes suivants :

- promouvoir le respect, la bienveillance et la citoyenneté numérique en vue de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation;
- détecter et intervenir pour rendre les milieux sécuritaires et inclusifs;
- soutenir les actions et améliorer les connaissances.

Lors des ateliers de travail, les participants et participantes ont été appelés, pour chacun des trois thèmes abordés, à échanger entre eux sur un sous-thème particulier. Une fois la période d'échanges terminée, les grands constats par sous-thème ont été partagés.

Concernant le thème de la promotion du respect, de la bienveillance et de la citoyenneté numérique en vue de prévenir l'intimidation et la cyberintimidation, les actions privilégiées par les organismes sont les suivantes :

- Établir un code d'éthique afin que les organismes, les entreprises et les établissements scolaires adhèrent à des valeurs citoyennes de respect, d'ouverture et de civisme.
- Établir un code d'éthique numérique.
- Agir tôt sur l'utilisation responsable et respectueuse des technologies de l'information et des médias sociaux.
- Enseigner à la population comment utiliser les téléphones intelligents et les médias sociaux de façon responsable (ex. : paramètres de sécurité).
- Promouvoir des approches positives axées sur la présentation du comportement attendu, les apprentissages socioémotionnels et le savoir-être afin de favoriser le mieux-vivre ensemble.
- Cibler des moyens de sensibilisation (médias, capsules vidéo) permettant de joindre la population dans toute sa diversité et diffuser les messages de façon soutenue (diffuser des publicités ciblées plutôt que des publicités généralistes).
- Créer des outils numériques (logiciels de surveillance [ex. : application ReThink], capsules d'information) pour sensibiliser, prévenir et responsabiliser les utilisateurs et utilisatrices de médias sociaux.

- Mettre de l'avant la bienveillance plutôt que le discours moralisateur.
- Faire prendre conscience aux médias et aux entreprises qui créent des applications mobiles de leurs responsabilités en matière de prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation.
- Sensibiliser les personnes adultes pour qu'elles soient des modèles pour les enfants dont elles ont la charge.
- Promouvoir, chez les personnes adultes, les avantages d'adopter des comportements positifs auprès des enfants dont elles ont la charge.
- Former les parents à l'utilisation des technologies de l'information et des médias sociaux (ex. : paramètres de sécurité, rôle et fonction des différentes applications mobiles utilisées par les jeunes).
- Faire connaître les mécanismes de signalement des actes d'intimidation ou de cyberintimidation et s'assurer qu'ils sont accessibles, efficaces et rapides (protocoles, étapes à suivre).
- Cibler les bons outils pour joindre les jeunes (réseaux sociaux, réalité virtuelle).
- Imposer une taxe aux entreprises Google, Apple, Facebook et Amazon pour financer les campagnes de sensibilisation et la création d'outils d'intervention.
- Assurer une formation initiale adéquate des enseignants et enseignantes afin qu'ils répondent aux besoins émotionnels et comportementaux de leurs élèves.
- Outiller les personnes visées par l'intimidation ou la cyberintimidation, celles qui en sont témoins ou celles qui intimident pour qu'elles puissent agir.
- Réfléchir collectivement au vocabulaire utilisé et s'entendre sur des termes qui sont cohérents et qui n'ont pas pour effet d'ostraciser un groupe (utiliser des termes qui visent les comportements plutôt que les rôles).
- Sensibiliser la population aux conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation.
- Considérer et étudier l'intimidation et la cyberintimidation intrafamiliales.
- Créer des outils permettant aux enfants ayant un handicap de reconnaître les actes d'intimidation ou de cyberintimidation et d'utiliser de façon sécuritaire les réseaux sociaux.
- Élaborer une politique du mieux-vivre ensemble.

Concernant le thème de la détection de l'intimidation et de la cyberintimidation ainsi que de l'intervention pour rendre les milieux sécuritaires et inclusifs, les actions privilégiées par les organismes sont les suivantes :

- Exercer, en matière d'intimidation et de cyberintimidation, un leadership clair basé sur les pratiques reconnues (ex. : mettre en place davantage de campagnes de sensibilisation, mettre à jour les outils, accroître le nombre de ressources).
- Implanter le modèle de sentinelles pour détecter les situations d'intimidation ou de cyberintimidation et intervenir.
- Se donner des objectifs mesurables (qualitatifs et quantitatifs) pour évaluer les effets des interventions menées.
- Assurer une représentation de la diversité dans toutes les sphères de la société pour que l'ouverture transcende le discours.
- Faciliter la concertation, la formation et l'adoption d'une approche commune entre les divers acteurs et actrices (mettre en place des équipes de coordination régionales).
- Valoriser le caractère bienveillant et confidentiel du signalement.
- Faciliter le signalement par un outil numérique afin de limiter les appréhensions (ex. : représailles).
- Sensibiliser, entre autres, les élus et élues, les intervenants et intervenantes ainsi que les enseignants et enseignantes à l'importance de leur rôle de modèle et à leur pouvoir d'influencer les valeurs sociales inhérentes à la création de milieux inclusifs et bienveillants.
- Prendre en compte les niveaux de littératie dans la création des outils de communication.
- Privilégier l'approche éducative plutôt que l'approche répressive face aux erreurs.
- Créer des journées ou des semaines thématiques sur les différentes formes de violence.
- Offrir un soutien à long terme aux victimes et aux personnes qui posent des actes d'intimidation ou de cyberintimidation.
- S'assurer que toutes les clientèles des différents milieux sont visées (jeunes, adultes et personnes aînées).

Concernant le thème du soutien des actions et de l'amélioration des connaissances, les actions privilégiées par les organismes sont les suivantes :

- Soutien des actions :
 - Autoriser des projets qui consistent à soutenir la mission de l'organisme;
 - Autoriser un financement sur une plus longue période afin d'assurer la pérennité des projets;

- Assurer la complémentarité des interventions en brisant le travail en vase clos et en visant le travail intersectoriel;
- Adopter un cadre d'intervention clair lors de situations d'intimidation ou de cyberintimidation, étant donné que le seuil de tolérance à une situation peut varier d'un intervenant ou d'une intervenante à l'autre;
- Aider les organisations afin qu'elles bénéficient de structures de travail qui permettent un suivi adéquat des dossiers (formation, soutien financier, ressources suffisantes);
- Soutenir les travailleurs et travailleuses de proximité sur les plans humain et financier;
- Publiciser les projets reçus dans le cadre du prix Ensemble contre l'intimidation;
- Nommer des ambassadeurs et ambassadrices du mieux-vivre ensemble dans différents milieux.
- Amélioration des connaissances :
 - Étudier les effets à long terme de l'intimidation et de la cyberintimidation par le biais d'une recherche longitudinale;
 - Avoir accès aux données de recherche pour valider les actions et assurer le développement des compétences des divers intervenants et intervenantes;
 - Recenser les outils existants avant d'en créer de nouveaux;
 - Procéder à une veille des meilleures pratiques dans le monde et partager les connaissances;
 - Déterminer les bonnes pratiques d'intervention et les actualiser;
 - Créer un portail comprenant, notamment :
 - Un registre des outils, programmes et ressources disponibles,
 - Une bibliothèque virtuelle (données de recherche),
 - Un forum en ligne pour les intervenants et intervenantes afin de faciliter les échanges;
 - Créer un portail géré par un organisme externe, dont les outils auront déjà été évalués par des équipes de recherche et des experts et expertes;
 - Diffuser un rapport annuel sur l'intimidation et la cyberintimidation sur le plan national;
 - Étudier davantage les liens entre la cyberdépendance et la cyberintimidation;
 - Créer des événements pour permettre l'échange d'expertise entre les divers intervenants et intervenantes;
 - Créer un observatoire du mieux-vivre ensemble.

Journée de réflexion avec les organisations autochtones

La journée de réflexion avec les organisations autochtones s'est tenue à Québec le 11 février 2020. À cette journée de réflexion ont participé 29 représentants et représentantes des 11 nations autochtones (annexe 4). La journée s'est déroulée sous forme d'ateliers de travail sur les trois thèmes suivants :

- Comment prévenir l'intimidation et la cyberintimidation?
- Comment intervenir?
- Comment soutenir les actions et améliorer les connaissances?

Lors des ateliers de travail, les représentants et représentantes ont été appelés à échanger en petits groupes sur les trois thèmes. Une fois la période d'échanges en petits groupes terminée, les grands constats par thème ont été partagés.

Concernant le thème de la prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation, les actions privilégiées par les organisations autochtones sont les suivantes :

- Élaborer des initiatives et des actions culturellement sécurisantes, pertinentes et renforçant l'identité des nations autochtones et le processus de guérison.
- Définir l'intimidation et la cyberintimidation en donnant des exemples concrets.
- Agir tôt sur l'utilisation responsable et respectueuse des technologies de l'information et des médias sociaux.
- Enseigner à la population comment utiliser les téléphones intelligents et les médias sociaux de façon responsable (ex. : paramètres de sécurité).
- Sensibiliser la population aux conséquences de l'intimidation et de la cyberintimidation.
- Sensibiliser la population aux réalités des Premières Nations et des Inuits afin de lutter contre le racisme et la discrimination qui peuvent se manifester par de l'intimidation.
- Sensibiliser les personnes adultes aux avantages d'adopter des comportements positifs pour qu'elles soient des modèles pour les enfants dont elles ont la charge.
- Privilégier les campagnes de sensibilisation élaborées et diffusées par des organisations autochtones.
- Considérer et étudier l'intimidation et la cyberintimidation intrafamiliales.
- Trouver des moyens pour joindre les personnes qui ne sont pas déjà préoccupées par le phénomène.
- Établir un code d'éthique afin que les associations, les entreprises, les établissements scolaires et les différents milieux de vie adhèrent à des valeurs citoyennes de respect, d'ouverture et de civisme.
- Faire prendre conscience aux médias et aux entreprises qui créent des applications mobiles de leurs responsabilités en matière de prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation.
- Favoriser la participation des personnes âgées aux activités de prévention menées auprès des jeunes (transmission des valeurs, des cultures et des langues autochtones).
- Former les corps policiers aux réalités des diverses communautés autochtones.
- Favoriser la participation des corps policiers aux activités de prévention menées auprès des jeunes et des communautés.
- Informer les jeunes s'apprêtant à quitter une communauté autochtone des diverses situations auxquelles ils et elles pourraient avoir à faire face.
- Créer des communautés d'attachement ou des zones neutres (*safe spaces*).
- Créer des jeux vidéo ou des jeux de rôle (mises en situation) pour conscientiser les jeunes.
- S'assurer que toutes les clientèles des différents milieux sont visées (jeunes, adultes et personnes âgées dans les communautés et hors des communautés).

Concernant le thème de l'intervention, les actions privilégiées par les organisations autochtones sont les suivantes :

- Créer une équipe volante se déplaçant dans les diverses communautés pour offrir des services professionnels en lien avec l'intimidation et la cyberintimidation (sensibilisation, définition des besoins particuliers, intervention, etc.) en utilisant une unité mobile spécialement aménagée.
- Implanter le modèle de sentinelles pour détecter les situations d'intimidation ou de cyberintimidation et intervenir.
- Favoriser la participation des personnes âgées.
- Favoriser les activités de pleine conscience plutôt que les punitions pour les personnes posant des actes d'intimidation ou de cyberintimidation.
- Mettre en place des modérateurs et modératrices sur les réseaux sociaux.
- Normaliser la démarche de signalement des actes d'intimidation ou de cyberintimidation et s'assurer que cette démarche est simple et accessible. S'assurer également que la prise en charge est équitable, juste et uniforme.
- Former sur le terrain des équipes d'intervention (ex. : cégep qui forme, dans sa communauté, des équipes d'intervention).
- Favoriser la participation des fédérations sportives dans la lutte contre l'intimidation.
- S'assurer que toutes les clientèles des différents milieux sont visées (jeunes, adultes et personnes âgées dans les communautés et hors des communautés).
- Favoriser l'utilisation d'un même langage et d'interventions cohérentes partout sur le territoire par la diffusion de la documentation et des outils existants.

Concernant le thème du soutien des actions et de l'amélioration des connaissances, les actions privilégiées par les organisations autochtones sont les suivantes :

- Clarifier l'intimidation, la cyberintimidation, leurs causes et leurs conséquences.
- Soutenir financièrement des projets locaux mis sur pied par les communautés.
- Assurer la pérennité, la diffusion et le rayonnement des projets par un financement approprié.
- Assurer la présence d'équipes d'intervention dans les établissements d'enseignement collégial et universitaire, équipes dont une partie de la tâche serait de favoriser une meilleure intégration des personnes autochtones.
- Rendre disponibles, en version anglaise, la documentation et les outils existants (ex. : la formation en ligne *Intimidation : comment la prévenir et intervenir*).
- Adopter un cadre d'intervention clair lors de situations d'intimidation ou de cyberintimidation, peu importe le milieu.

Annexe 1 – Écoles secondaires visitées

École secondaire	Ville – Région administrative
École secondaire d'Iberville	Rouyn-Noranda – Abitibi-Témiscamingue
École secondaire des Lacs	Gatineau – Outaouais
École secondaire des Grandes-Marées	Saguenay – Saguenay-Lac-Saint-Jean
Polyvalente des Baies	Baie-Comeau – Côte-Nord
École du Mistral	Mont-Joli – Bas-Saint-Laurent
École C.-E.-Pouliot	Gaspé – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
École secondaire La Camaradière	Québec – Capitale-Nationale
École de la Lancée	Montréal – Montréal
École secondaire du Havre-Jeunesse	Sainte-Julienne – Lanaudière
École secondaire de Saint-Charles	Saint-Charles-de-Bellechasse – Chaudière-Appalaches

Annexe 2 – Organismes ayant participé à la tournée de consultation régionale

Nom	Prénom	Organisme
Baillargeon	Caroline	Maison des jeunes et auberge du cœur L'avenue des jeunes
Baillargeon	Jérôme	Carrefour Employabilité et travail de rue
Battisti	Natacha	Centre multi-ethnique de Québec
Beaudoin	Monique	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais
Beaudry	Jennifer	CALACS Baie-Comeau
Beaulieu	Suzanne	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle
Bécharde	François	Association de la santé publique du Québec
Belleau St-Pierre	Laurent	Arrimage Jeunesse
Bergeron	Denis	Maison des jeunes de La Baie inc.
Bergeron	Lucie Caroline	DIRA-Estrie
Bernatchez	Nadine	Équijustice Lanaudière Nord
Bernier	Normand	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne
Bigras-Généreux	Zoé	Option Travail
Bisson	Érik	Jeunesse Idem
Blouin	Renée	FADOQ Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
Boissonneault	Julie	Comité québécois pour les jeunes en difficulté de comportement
Bolduc	Laurence	Corporation jeunesse L'évasion l'Ormière
Bolduc	Sylvie	Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec
Botero	Ricardo	Le chantier de travail sur l'intimidation chez les aînés
Bouchard	Judith	Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec
Bouchard	Marie-Chantal	Maison des jeunes Café-rencontre 12-17
Bouchard	Vanessa	ESPACE Côte-Nord
Boudreau	Michaël	Macadam Sud
Boulangier	Mélanie	Alliance jeunesse Chutes-de-la-Chaudière
Boulangier-Bourgeois	Marjorie	Commission scolaire des Samares
Bourgeault	Nathalie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (agente de soutien régional – région de l'Outaouais)

Nom	Prénom	Organisme
Bourgeois	Sylvie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (agente de soutien régional – région de Lanaudière)
Bourget	Sébastien	Action jeunesse Côte-Sud
Bouvier	Benoit	Le temps d'une pause
Boyer	Valérie	Le néo
Brousseau	Mathieu	Enfants de l'espoir de Hull
Brunet	Amélie	Équijustice Lanaudière Sud
Carrière	Annick	Carrefour jeunesse-emploi de l'Abitibi-Ouest
Carter	Sylvie	ESPACE Chaudière-Appalaches
Cervellera	Claudia	Service de police de la Ville de Gatineau
Cloutier	Pascal	Carrefour jeunesse-emploi Sherbrooke
Collard	Hubert	Maison des jeunes La soupape
Dansereau	Justine	Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Desrosiers	Maryline	Enfance libre Lanaudière
Dicaire	Philippe	Optania
Dorion-Laurendeau	Mélessandre	Alliance des maisons d'hébergement de 2 ^e étape pour les femmes et les enfants victimes de violence conjugale
Dubé	Josette	FADOQ Québec et Chaudière-Appalaches
Dufresne	Laurie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de La Côte-de-Gaspé
Dumont	Benjamin	Maison des jeunes Saga-jeunesse
Durand	Micheline	Corporation de développement communautaire Universeau
Émond	Johanne	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan
Fortier	Édith	Corporation Les enfants de ma rue pour le respect de la différence
Fortin-Picard	Marie-Aimée	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue
Fournier	Maude	Je raccroche
Garnier	Laura	Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail
Gauthier	Valérie	Ville de Rivière-du-Loup
Gosselin	Daniel	AGL-LGBT Saguenay-Lac-Saint-Jean
Gravel	Richard	Soccer Outaouais
Grenier	Marie-Lyne	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (agente de soutien régional – région du Bas-Saint-Laurent)
Guillemette	Karine	Action Handicap Estrie
Guité	Manon	Complice – Persévérance scolaire Gaspésie-Les Îles

Nom	Prénom	Organisme
Huet	Steeve	MAINS BSL
Jalbert	Yves	Association de la santé publique du Québec
Janson	Rébecca	GRIS Estrie
Jauvin	Raphaël	TELUS
Lachaine	Chantal	Diapason Jeunesse
Landry	Claudine	Les répits de Gaby
Lapierre	Joannie	Équijustice Lanaudière Nord
Lavallée	Karine	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue
Lavoie	Catherine	INTERaXions
Lavoie	Julie	Association des parents d'ados du Fjord
Lebel	Louise	Association des parents d'adolescents de Chicoutimi
Leblanc	Audrey	Commission scolaire de Montréal
Leclerc	Manon	L'ABC des Hauts Plateaux
Leclerc-Dufour	Marilou	ESPACE Gaspésie-les-Îles
Legros	Stéphanie	Centre de femmes L'antre Hulloises inc.
Lemieux	Élizabeth	Comité du travail de rue d'Alma
Lepage	Éric	Village des Sources
Lepage	Lynda	Auberge du cœur Le transit
Lessard	Carol-Anne	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay
M'Batika	Henry	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie
Marcotte	Nathalie	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière
McKenzie	Cindy-Lee	Ressource Espace Familles (Solidarité Sainte-Ursule)
Moar	Alex L.	Centre d'amitié autochtone de Lanaudière
Morissette	Éric	Département d'administration et fondements de l'éducation, Université de Montréal
Myre	Catherine	L'orientèque
Nault	Christine	ESPACE Outaouais
Ouellet	Diane	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (agente de soutien régional – région de la Côte-Nord)
Parent	Guy	AQDR Rouyn-Noranda
Raymond	Isabelle	Dysphasie Lanaudière
Riopel	Martin	Jardin éducatif du Pontiac
Rioux	Tania	Maison des familles de Rimouski-Neigette
Ross	Ghislaine	Village des Sources

Nom	Prénom	Organisme
Samson	Édith	Commission scolaire de Kamouraska–Rivière-du-Loup
Savard	Emma	Démarche COSMOSS
Simard	Dominic	Service de police de Saguenay
Sirois	Thérèse	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve
Tremblay	Danielle	Centre d'action bénévole communautaire Matawinie
Trudeau	Miriam	Association des locataires des HLM de Bienville
Turcotte	Louise	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve
Vaillancourt	Pascal	Interligne
Vaillancourt	Sylvie	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord
Viau	Chloé	Enfants transgenres Canada
Vincent	Édith	Table de concertation locale pour personnes âgées du Témiscamingue

Annexe 3 – Participants et participantes à la journée de consultation des organismes nationaux partenaires

Parlementaires

Nom	Prénom	Fonction
Charbonneau	Francine	Députée de Mille-Îles
Charest	Isabelle	Ministre déléguée à l'Éducation
Hivon	Véronique	Députée de Joliette
Labrie	Christine	Députée de Sherbrooke
Lachance	Stéphanie	Adjointe parlementaire du ministre de la Famille
Lacombe	Mathieu	Ministre de la Famille
Legault	François	Premier ministre

Organismes nationaux

Nom	Prénom	Organisme
Baker	Olivia	Fondation Émergence
Beaumont	Claire	Chaire de recherche Bien-être à l'école et prévention de la violence
Berger	Pierre	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées
Bergeron	Janie	Regroupement des organismes ESPACE du Québec
Blais	Martin	Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec à Montréal
Borgers	Torben	Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire
Bourdages	Odile	Société québécoise de la déficience intellectuelle
Chayer	Karine	Sûreté du Québec
Dalphond	Paule	Regroupement des auberges du cœur
Daoust	Patrice	Fédération des établissements d'enseignement privés
Day	Shirlane	Institut Pacifique
De Blois	Maxime	Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation

Nom	Prénom	Organisme
De Sève	Véronique	Confédération des syndicats nationaux
Dion	Jacinthe	Centre de recherche interdisciplinaire sur les problèmes conjugaux et les agressions sexuelles
Fortin	Kathy	Association québécoise du personnel de direction des écoles
Frappier	Andrée-Ann	Enfants transgenres Canada
Gagné	Dominique	Institut national de santé publique du Québec
Gagnon	Odette	Regroupement des organismes communautaires autonomes du Québec
Guérard	André	Association québécoise des centres communautaires pour aînés
Hurtubise	Isabelle-Line	Centrale des syndicats du Québec
Johnson	Alain	Formateur en prévention du suicide
Landry	Josée	Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec
Lebrun	Isabelle	Fédération autonome de l'enseignement
Leclerc	Denis	Ordre des psychoéducateurs et des psychoéducatrices du Québec
Legault	Marie-Hélène	Coalition des familles LGBT
Martina	Vanessa	Regroupement des maisons des jeunes du Québec
Ménard	Claude	Regroupement provincial des comités des usagers
Michaud	Marie-Christine	Le réseau des CAVAC
Mikan-Dupuis	Camille	Centre de prévention de la violence familiale Génération – Tel-jeunes
Montminy	Karina	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Morin	Magali	Réseau FADOQ
Ouellet	Olivier	Équijustice
Payne	Corinne	Fédération des comités de parents du Québec
Plourde	Lili	Fédération québécoise de l'autisme
Pouliot	Jacques	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
Quirion	France	Association des garderies privées du Québec
Razafindramboa	Justine	Association québécoise des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale
Reed	Geneviève	Fédération des cégeps
Rembert	Mélanie	Association québécoise de prévention du suicide
Rheubottom	Anne-Marie	Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec

Nom	Prénom	Organisme
Richard	Benoit	Sûreté du Québec
Roel	Gustave	Réseau du sport étudiant du Québec
Roy	Jasmin	Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais
Servais	Denis	Sport'Aide
Tardif	André	GRIS Québec
Tessier	Dominique	Conférence des Tables régionales de concertation des aînés du Québec
Tétreault	Cathy	Centre Cyber-aide
Thériault	Annie	Sûreté du Québec

Ministères et organismes publics

Nom	Prénom	Ministère ou organisme public
Akangah	Nicoletta	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Audy	Marie-Claude	Ministère de la Santé et des Services sociaux
Côté	Jean-François	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Desruisseaux	Anne	Ministère de la Famille
Dompierre	France	Ministère de la Famille
Doucet	Catherine	Secrétariat du travail
Fortin	Manon	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Fraser	Mathieu	Secrétariat à la jeunesse
Germain	Cynthia	Ministère de la Famille
Inthavanh	Patrick	Office des personnes handicapées du Québec
Laflamme	Véronique	Ministère de la Famille
St-Pierre	Annie	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Tanguay	Sarah	Ministère de la Sécurité publique
Thorn	Caroline	Ministère de la Famille
Tremblay	Louis-Filip	Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie

Annexe 4 – Participants et participantes à la journée de réflexion avec les organisations autochtones

Parlementaires

Nom	Prénom	Fonction
Birnbaum	David	Député de D’Arcy-McGee
Charbonneau	Francine	Députée de Mille-Îles
D’Amours	Sylvie	Ministre responsable des Affaires autochtones
Lachance	Stéphanie	Adjointe parlementaire du ministre de la Famille
Lacombe	Mathieu	Ministre de la Famille

Organisations autochtones

Nom	Prénom	Organisation
Asselin	Annie	Conseil de la Nation Atikamekw
Auguayat	Matthias	CLSC Naskapi
Basile	Julie	Institut Tshakapesh
Bearskin	Stella	Association des femmes cries de Eeyou Istchee
Blackburn	Brian	Réseau jeunesse des Premières Nations du Québec et du Labrador
Chemaganish	Theresa	Nation naskapie de Kawawachikamach
Côté	Elizabeth	Conseil de l’éducation Naskapis
D’aigle	Anne-Aimée	Institut Tshakapesh
Desnoyers	Ann	Centre de développement de la formation et de la main-d’œuvre huron-wendat
Dulude	Shawn	Service de police d’Akwesasne
Fontaine	Stéphanie	Regroupement des centres d’amitié autochtones du Québec
Fortin	Valérie	Conseil en éducation des Premières Nations
Girard	Yoan	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik
Gros-Louis	France	Centre de développement de la formation et de la main-d’œuvre huron-wendat
Gros-Louis	Raymond	Cercle des sages de Wendake
Keleutak	Alexa	Association des femmes inuites du Nunavik Saturviit

Nom	Prénom	Organisation
Kleist	Navarana	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik
Larivee	Patrice	Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James
Mapachee	Gerry	Service de police de Pikogan
Michel	Viviane	Femmes autochtones du Québec
Pellerin	Geneviève	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik
Picard	Sophie	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador
Sandy	Georges Jean Pierre	Conseil de l'éducation Naskapis
Savard	Catherine	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Tootoosis	Curtis	Nation naskapie de Kawawachikamach
Uniam	Marina	Nation naskapie de Kawawachikamach
Vachon	Cheyenne	Naskapi Nation Women's Shelter
Whiteley-Tukkiapik	Lukasi	Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

Invitées spéciales

Nom	Prénom	Description
Boivin	Mélanie	Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean
Cleary	Jessica	Interprète
Jean-Pierre	Nancy	Mère d'Evie-Liane Petiquay
Petiquay	Evie-Liane	Joueuse de hockey victime d'intimidation

Ministères et organismes publics

Nom	Prénom	Ministère ou organisme public
Abdelgawad	Sara	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Brière	Mélanie	Secrétariat à la condition féminine
Coenen	Karine	Ministère de la Famille
Di Marcantonio	Loïc	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Dompierre	France	Ministère de la Famille
Dupré	Florence	Secrétariat aux affaires autochtones
Fortin	Manon	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Grondin	Priscilla	Ministère de la Justice

Nom	Prénom	Ministère ou organisme public
Laflamme	Véronique	Ministère de la Famille
Lamoureux-Poulin	Alexia-Mélina	Ministère de la Famille
Larouche	Catherine	Ministère de la Sécurité publique
Laveau	Véronique	Ministère de la Santé et des Services sociaux
Marotte	Josée	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Paré	Alexandre	Ministère de la Famille

